

Depuis l'apparition d'une croissance moderne au XIX^{ème} siècle, les banques ont occupé une place centrale dans l'augmentation annuelle de production de biens et de services en finançant les projets des agents économiques. Sans les banques, la mise en relation des ABF avec les ACF ne serait pas possible. Outre ce rôle déterminant d'intermédiation bancaire, les banques restent au cœur de toute société marchande en assurant la production de monnaie, nécessaire à la libération des échanges, privilège lié à leur statut juridique comparativement aux autres Sociétés Financières. Néanmoins, leur rôle dans le financement de l'économie a fortement varié depuis le XIX^{ème} siècle, en fonction de la place plus ou moins première attribuée soit aux Banques Centrales, soit aux banques commerciales par les sociétés, mais aussi selon l'existence ou non d'autres intermédiaires financiers. Aussi, en quoi aujourd'hui les banques commerciales ont-elles a priori une place centrale et un rôle positif dans la croissance économique ? Dans quelle mesure les banques commerciales semblent-elles jouer un rôle plus important que la Banque Centrale en assurant un financement des agents grâce à de l'épargne préalable et par une création monétaire désormais endogène ? Pourrait-on alors se passer d'une Banque Centrale ? Mais la crise de 2008 n'a-t-elle pas rappelé que les banques commerciales pouvaient menacer la dynamique de la croissance économique par leurs activités de spéculation ? Comment alors s'assurer que les banques commerciales restent au service de l'économie réelle ? Pour répondre à ces interrogations, nous verrons tout d'abord que les banques commerciales et centrales ont construit la confiance en la monnaie, au cœur de toute société marchande, et sont encore aujourd'hui au cœur de cette confiance. Puis, nous verrons que les banques commerciales sont au cœur du financement des agents en ayant éclipsé la Banque Centrale sur ce point depuis les années 1980. Cependant, nous verrons enfin que les banques commerciales peuvent faire peser une menace sur la croissance par leurs activités spéculatives qui légitiment le maintien voire l'essor des Banques centrales ainsi que des autres institutions de régulation.

I/ Les banques commerciales et centrales sont au cœur de la confiance des agents en la monnaie dont toute société marchande a besoin pour assurer l'augmentation de sa production de richesse.

A/ Les banques centrales et les banques commerciales : un système hiérarchique pour une triple confiance en la monnaie qui s'est construite surtout à partir du XIX^{ème} siècle sur le modèle britannique.

- Naissance d'un système hiérarchique au XIX^{ème} siècle dans tous les pays touchés par la révolution industrielle sur le modèle britannique : banques commerciales chapeautées par les banques centrales. Obj : éviter le « run » en évitant les crises de liquidités des bc par un refinancement + prêts aux Etats avec obligation de remboursement (éviter l'inflation qui sape la fonction réserve de valeur en la monnaie).
- Passage par l'étalon-or pour construire cette confiance. Mais après les années 1930, abandon pour les monnaies nationales : essor de plus en plus fort de l'écriture scripturale, véritable révolution orchestrée par les banques centrales et commerciales car cela permet d'accélérer considérablement la circulation de la monnaie.
- Aujourd'hui, triple confiance (Aglietta, Orléan) : confiance méthodique, confiance éthique et confiance hiérarchique.

B/ Les banques commerciales et centrales assurent l'accès aux liquidités pour ne pas gêner les échanges entre les agents.

- Banque Centrale : décision de la politique monétaire selon l'étude des agrégats monétaires. Facilitation de l'accès aux liquidités via l'évolution des taux d'intérêt directeurs +/- accommodants. Banques commerciales : rôle de transmission de la politique monétaire décidée par la BCE dans l'économie réelle car répercutent les taux d'intérêt directeurs à leurs clients dans l'octroi de crédits, source principale de création monétaire.
- Les banques commerciales proposent des services toujours plus développés à leurs clients pour faciliter l'accès aux liquidités : monnaie scripturale désormais massivement utilisée ; CB (possibilité d'enregistrement sur smartphone ; paiements sans contact jusqu'à 50 euros en France) ; virements bancaires ; DAB et GAB.

II/ Les banques commerciales semblent jouer un rôle plus important que les Banques centrales dans le financement de l'offre et de la demande des agents, clé de la croissance économique.

A/ Les banques commerciales sont au cœur du niveau général de la demande en la soutenant par l'octroi des crédits aux ménages mais aussi du financement de l'offre assurée par les PME et les ETI. C'est une croissance endogène et non plus exogène comme du temps des Trente Glorieuses.

- Soutien à la demande par l'octroi de crédits aux ménages (consommation + emprunts immobiliers) + octroi de crédits aux PME et ETI, trop petites pour accéder au financement de marchés. Malgré la création d'Alternext (au sein d'Euronext), le prêt bancaire reste le principal moyen de financement des PME et ETI.
- Création monétaire endogène et non plus exogène par peur de renouer avec l'inflation des années 1950-1980 où les emprunts d'Etat auprès des BC ont nourri une très forte inflation. Refinancement des bc sur le MIB depuis les années 1980 et non plus directement auprès de la BC. Cependant, sentiment d'un refinancement quasi illimité malgré l'obligation de suivre les règles prudentielles (règles de contrôle interne pour s'assurer de la solvabilité de l'agent ; réserves obligatoires, ratio de solvabilité). Mais, création monétaire a priori uniquement au service de l'activité économique des agents assurant la croissance économique et création sûre car les bc ont l'obligation de vérifier la solvabilité de leurs clients, la solidité des projets à financer pour les entreprises et le bon usage des fonds prêtés pour les particuliers.

B/ Les banques commerciales assurent également le financement de l'économie en tant qu'intermédiaire privilégié entre ABF et ACF en collectant l'épargne des ACF et réalisant les investissements au sein de l'économie réelle.

- Trois grandes explications au pourquoi les bc sont les intermédiaires financiers privilégiés par les ACF, soit les ménages, dans un financement a priori désintermédié : bc = la mieux connue des ménages puisqu'elle possède le(s) compte(s) courants de ces ménages + réduction de l'asymétrie de l'information (antisélection, aléa moral), réduction des coûts de transaction et surtout mutualisation du risque. Sans le recours aux intermédiaires financiers, notamment aux bc, l'épargne des ménages ne trouverait pas souvent à se placer.
- Les bc proposent soit une mise en relation directe entre ABF et ACF via leur plateforme boursière en proposant de souscrire à différents profils d'investisseurs à leurs clients (gestion libre ou pilotée de leur portefeuille d'acifs), soit des produits d'épargne (livrets comme Livret A, LDD, PEIR etc.) rémunérés par des taux d'intérêt en fonction du niveau de risque de placement effectué. Cette collecte de l'épargne est ensuite utilisée pour investir dans l'économie réelle et financer différents acteurs : crédits renouvelables à la consommation des ménages via des filiales auxquelles elles procurent les liquidités ; investissements dans les TGE par l'achat d'actions ou d'obligations. Les TGE ont vendu massivement leur capital aux intermédiaires financiers dans les années 1980-2000 en raison de leur reconversion vers une économie du savoir qui supposait un financement considérable. La création monétaire était à la fois impossible (situation de stagflation) et redoutée (risque d'échec de la reconversion) ; achat de bons du Trésor des Etats ; capitaux risques placés dans des jeunes entreprises à très fort taux de valeur ajoutée (bc d'affaires surtout américaines).

III/ Cependant, les banques commerciales sont des acteurs privés motivés par la maximisation du profit et bien que gérant la monnaie, un bien public, elles n'hésitent pas à utiliser les fonds collectés pour des investissements spéculatifs et non pas des investissements au service de l'économie réelle, pouvant mettre en danger son dynamisme lors de graves crises financières.

A/ La crise des subprimes est l'exemple le plus récent mais aussi le plus représentatif d'une spéculation liée à l'activité de financement de l'économie réelle ayant menacé d'effondrement la croissance économique.

- Origine : les bc américaines bénéficient de taux directeurs historiquement bas de la part de la FED en 2001 afin de relancer l'activité américaine au lendemain du krach internet et du 11 septembre. Les bc exploitent la législation en octroyant des crédits non plus destinés à relancer une petite activité économique pour sortir les agents de l'inactivité, mais désormais des crédits immobiliers à des agents a priori exclus du marché de l'emprunt en raison de leur faible solvabilité voire de leur insolvabilité. L'hypothèque des maisons achetées à crédit doit servir de garantie au remboursement du prêt. La titrisation est en cause : les bc ont le droit de transformer les créances en des produits financiers nouveaux qu'elles placent ensuite sur le marché des produits dérivés, un marché très peu régulé. Dès 2003, ces titres sont qualifiés de toxiques. Nettoyant leurs

bilans par ce biais, les bc ont donc nourri une sur-demande en biens immobiliers, générant une hausse des prix artificiels dans le secteur.

- Crise : s'alarmant de la bulle spéculative, la FED réhausse ses taux d'intérêts directeurs pour contrarier l'accès aux crédits à partir de 2005. Les charges financières des crédits souscrits explosent et les premières faillites des ménages surviennent. La saisie des biens immobiliers permet dans un premier temps de rembourser les crédits. Mais une nouvelle hausse des taux par la FED en 2007 entraîne des faillites massives des ménages. L'offre de biens immobiliers explose en raison des saisies alors que la demande s'effondre. Les bc qui doivent réintégrer à leurs bilans les titres toxiques invendus sur le marché des produits dérivés se retrouvent face aux obligations des règles prudentielles. A cours de liquidités, si les deux assureurs immobiliers historiques sont refinancés par la FED, la Lehman Brothers est laissée en faillite, décision plus politique qu'économique de la FED. Cette faillite entraîne le blocage du MIB et une crise de liquidités sans précédent historique des bc. De peur de voir une contamination de l'économie réelle par une contraction massive du crédit, les bc de tous les PDEM ainsi que leurs Etats décident un sauvetage massif des bc par un rachat de leurs titres toxiques. C'est le recours à la planche à billets. La base monétaire massivement injectée dans les bc n'a pas pour autant déclencher une inflation massive car les bc ont freiné considérablement l'octroi de crédits.

B/ Face à l'aléa moral des bc, les Etats et les banques centrales se sont efforcés de renforcer la réglementation de ces bc que la crise de 2008 a conforté dans leur statut de TBTF (Too Big To Fail).

- Renforcement des règles prudentielles + refonte des institutions de surveillance (exemple français avec l'ACP, européen avec le Conseil Européen des Risques Systémiques) ; Bâle III.
- Retour à une création monétaire exogène, soit dirigée par la Banque Centrale dans le cadre d'un financement par création monétaire totalement exclus : rappel de la peur viscérale de retrouver une inflation structurelle du niveau des années 1980 (caractéristique majeure de cette crise) + mesure quasi inapplicable en raison de la masse des investissements nécessaires aujourd'hui pour soutenir l'économie du savoir et la transition vers un développement durable et surtout, un manque de coopération mondiale où la réglementation des marchés plus ou moins contraignante est au cœur de la compétitivité des places boursières entre elles, notamment depuis l'affirmation des bourses asiatiques.